

Un projet massif de minerai de fer menace les communautés

Dossier de la rédaction de H2o
December 2022

L'immense projet de mine de fer de Simandou en Guinée présente de graves risques pour les terres, l'eau et l'environnement des communautés concernées, déclare Human Rights Watch. Les sociétés minières développant Simandou ont promis de respecter des normes strictes en matière de droits humains et d'environnement, mais leurs antécédents en Guinée incitent à un examen le plus minutieux possible du projet.

Considéré comme le plus grand gisement non exploité de minerai de fer de haute qualité du monde, Simandou est développé par des consortiums dirigés par l'entreprise minière anglo-australienne Rio Tinto et par Winning International Group, une société basée à Singapour mais dont les racines sont en Chine. Rio Tinto et Winning affirment que le projet génèrera une "source durable de revenus pour la population de la Guinée, pour les générations à venir", sachant que les activités minières fournissaient en 2018 un tiers du budget de l'État guinéen. Mais le projet Simandou menace également l'accès des communautés voisines à la terre et à l'eau, et émettra de grandes quantités de carbone dans l'atmosphère. "Le projet Simandou est sans précédent pour la Guinée, non seulement par sa taille et sa complexité, mais aussi par la menace qu'il représente pour les droits et l'environnement des communautés locales", a déclaré Jim Wormington, chercheur senior en charge du plaidoyer pour les entreprises et droits humains de Human Rights Watch. "Une surveillance inadéquate du projet pourrait avoir des effets catastrophiques sur les droits humains et l'environnement."

Les gisements de Simandou, qui contiennent suffisamment de minerai de fer pour construire plus de 500 000 tours Eiffel, sont restés inexploités pendant des années en raison d'allégations de corruption, de litiges en matière de propriété, de l'instabilité politique de la Guinée et du terrain éloigné et difficile de la région. En août 2022, cependant, les consortiums Winning et Rio Tinto ont convenu de co-développer l'infrastructure ferroviaire et portuaire du projet, l'exploitation minière devant commencer d'ici 2025. Le gouvernement chinois considère que le développement de Simandou est essentiel pour diversifier et assurer son approvisionnement en minerai de fer, principale matière première pour la fabrication d'acier. La Chine produit davantage d'acier que tout autre pays et le consortium de Rio Tinto comprend Baowu Steel, le premier producteur mondial. Toutefois, pour extraire le minerai de fer de Simandou, il faudra défricher des zones de forêt et déloger des communautés. La voie ferrée planifiée du projet, nécessaire pour transporter le minerai à des fins d'exportation, s'étendra sur 600 kilomètres à travers la Guinée. Rio Tinto et Winning affirment que cela créera un "couloir stratégique" qui aura des retombées économiques bénéfiques pour la région de l'exploitation minière. Mais une évaluation des effets environnementaux et sociaux de 2021 commanditée par le consortium de Winning montre que la construction de cette voie ferrée exige de raser plus de 100 km² de terres et de détruire des habitats qui sont essentiels à des espèces menacées comme le chimpanzé ouest-africain. En ce qui concerne la montagne elle-même, l'étude d'impact environnemental et social commanditée par Winning portant sur sa portion de Simandou envisage des puits de mine qui s'étendront sur près de 20 km à travers le relief montagneux. L'évaluation a calculé que, rien que pour les sites de Winning, la déforestation due à l'exploitation minière pourrait libérer jusqu'à 271 300 tonnes de dioxyde de carbone, équivalent à la combustion de 300 millions de livres (soit 150 000 tonnes) de charbon selon une estimation de Human Rights Watch calculée avec un outil développé par l'Agence américaine de protection de l'environnement (US EPA). Les évaluations avancent également que le projet pourrait impacter négativement les ressources en eau déjà fragiles des communautés, les reliefs de Simandou représentant une source d'eau vitale pour les rivières locales.

Human Rights Watch (Washington, DC) - Africa